



La créativité consistant essentiellement, depuis trente ans, à porter une veste Chanel avec des claquettes de piscine, on peut douter du bien-fondé de la notion. Karl Lagerfeld

semaine 39 - 2018
Du 24 au 30/09

*Aujourd'hui, je le dis, je m'appelle
Hapsatou Nyssen*
Françoise Nyssen, stupide ministre
de la Culture

*Protéger – son peuple – ou
disparaître, c'est la seule alternative
pour la classe dominante*
Christophe Guilluy, géographe



Politique

Lors d'un passage à Paris devant des étudiants, le député béarnais Jean Lassalle, a annoncé qu'il retenterait sa chance dans la course à l'Élysée en 2022. « *Je veux être une voix au service du peuple, de ceux qui n'ont jamais la parole* », a confirmé l'élus. En 2017, il avait recueilli 1,21 % des suffrages.

Procès Méric. Une semaine après le scandaleux verdict de la cour d'assises de Paris, qui a condamné Esteban Morillo à onze ans de réclusion criminelle et Samuel Dufour à sept ans de prison, le parquet général de Paris a annoncé dans un communiqué qu'il faisait appel de ces deux iniques condamnations.

Valérie Pécresse, lisant l'interview de Bruno Julliard où il annonçait son départ de la mairie de Paris, s'est extasiée, « *J'ai cru que c'était un de mes tracts* ». Ces deux baltringues font les mêmes critiques concernant Hidalgo : plantage du velib, fin d'Autilib', rétablissement de la gratuité de la carte Navigo pour les seniors après sa suppression.

Aveu. « *On se souhaite nos anniversaires. On travaille bien ensemble. C'est quelqu'un que j'aime bien* », avoue Xavier Bertrand au sujet de Martine Aubry. A cela une raison majeure, Bertrand n'est pas intéressé par la mairie de Lille. Et comme il est centriste de gauche... gaulliste social sommeils disent...

Christine Lagarde serait toujours candidate à une fonction importante sur le continent européen, à l'issue de son mandat à la tête du Fonds monétaire international (FMI), qui prend fin en 2021, voire avant. Un proche d'Emmanuel Macron l'assure : le seul poste qui l'intéresse, c'est la présidence de la Commission européenne. Autant nommer direct un Américain à la tête du bazar !

Après avoir fait des ronds de jambe à Marine Le Pen, Nicolas Dupont-Aignan a décidé de mener sa propre liste aux élections européennes sous les couleurs de Debout la France. Rien de grave pour la patronne du Rassemblement national, « *on se retrouvera au Parlement européen* » a-t-elle conclu au micro de RTL.

Dans l'arrière cour de Dupont-Aignan, on trouve, comme par hasard, Patrick Buisson – qui vient de quitter la chaîne Histoire -, Paul-Marie Couteaux et Charles Gave. A en croire Buisson, entre LR qui est inaudible et le train lepéniste en train de dérailler, Dupont-Aignan peut créer la surprise. Couteaux cherche désespérément à remonter sur le cheval européen. Charles Gave est un financier, président de l'Institut des Libertés.

Marcel Campion, le légendaire porte-parole des forains, en guerre ouverte contre la maire de Paris, Anne Hidalgo, a balancé, dans une vidéo, que « *toute la ville [de Paris] est gouvernée par des homos* ». « *Je n'ai rien contre eux, sauf qu'ils sont un peu pervers* » a conclu le forain. Tollé général dans le Landerneau tarlouzard !

Gérard Collomb, un des premiers soutiens d'Emmanuel Macron, prend ses distances. Lors d'un déjeuner avec des journalistes, le ministre de l'Intérieur a déclaré : « *Nous ne sommes pas nombreux à pouvoir encore lui parler. Ceux qui parlent franchement à Macron sont ceux qui étaient là dès le début: Ferrand, Castaner, Griveaux et moi... D'ailleurs, il va finir par ne plus me supporter. Mais si tout le monde se prosterne devant lui, il finira par s'isoler, car par nature l'Élysée isole.* »

Gros plantage de la presse britannique et plus précisément du *Daily Mail* qui, illustrant les journées du patrimoine en France a publié une photo du couple présidentiel. Sauf que sur la photo, c'était la tronche de Stéphane Bern qu'était venu soutenir Brigitte Macron.

L'ancien ministre Jean Arthuis, député (ADLE) au Parlement européen, ancien sénateur et ancien président (UDI) du Conseil général de la Mayenne, a annoncé qu'il quittait l'Alliance centriste, qu'il a fondé et dont il fut président de 2009 à 2016 avant d'en devenir le président d'honneur, pour rejoindre La République en Marche (REM).

Au Centre de culture contemporaine de Barcelone, lors d'une conférence de presse, Manuel Valls a annoncé sa candidature à la mairie de la capitale catalane. Il a le soutien de Ciudadanos, parti de centre droit à la pointe du camp anti-indépendantiste.

Christian Jacob observe avec délectation les tensions grandissantes entre le MoDem et la République en marche. « *Ils découvrent ce que c'est que d'avoir François Bayrou comme associé, se marre le président du groupe LR à l'Assemblée nationale. On a connu ce bonheur pendant trente ans. On est tellement content de l'avoir refilé à quelqu'un d'autre !* »

Star d'un jour. A la faveur du Brexit, Michel Barnier, le négociateur européen, est devenu l'homme que l'on s'arrache. La preuve, Laurent Wauquiez lui propose de prendre la tête de liste aux européennes, idem de la République en marche. Macron ne tarit pas d'éloges à son égard. Le député Pierre Mazeaud, en son temps, avait traité Barnier de « con » intégral !

Vexé par le rejet de son plan banlieue par Emmanuel Macron, Jean-Louis Borloo pourrait prendre la tête d'une liste centriste aux européennes, ce qui serait une très mauvaise nouvelle pour LREM. Un de ses proches amis ne croit pas du tout à son retour en politique.

Entre Gérard Collomb et Anne Hidalgo ce n'est pas une histoire d'amour. Mais à l'hôtel de ville on s'indigne du manque de coopération sur la question des migrants qui relève de son ministère. Porte de la Chapelle, entre campement sauvage et trafic de drogue, la situation est explosive.

Elysée

Edouard Philippe serait en froid avec Emmanuel Macron, assure-t-on à l'Elysée. Plusieurs collaborateurs du chef de l'Etat lui reprochent de n'être pas monté au créneau afin de prendre la défense du président de la République au cours des dernières semaines, à l'occasion de ce mois de septembre meurtrier pour la popularité d'Emmanuel Macron

François Henrot, qui est encore censeur au sein du conseil de surveillance de Rothschild & Co, serait l'un des rares visiteurs du soir du président de la République. Les deux hommes ont travaillé ensemble au sein de la prestigieuse banque, notamment sur le dossier de la Société générale. Depuis, ils sont restés très liés.

Service après-vente. En Conseil des ministres, « *le Président et le Premier ministre nous ont demandé d'affirmer la cohérence et la constance du budget, mais aussi de rappeler les mesures favorables aux ménages* », rapporte un participant. Dur, dur de remonter la pente des catastrophiques sondages !

Il y avait du beau monde pour assister à l'université d'été de La Manif pour tous à Etolles (Essonne). 400 personnes environ ont applaudi le journaliste du *Figaro* Ivan Rioufol, la journaliste de *Valeurs actuelles* Charlotte d'Ornellas, le président des Associations familiales catholiques (AFC), Jean-Marie Andrès, le philosophe Pierre Manent ou l'écrivain et conseiller politique Patrick Buisson.

Intéressant. Emmanuel Macron a pris la parole à l'Assemblée générale Nations Unis à New York après Donald Trump et a dénoncé « *la loi du plus fort* » et l'unilatéralisme qui conduisent, selon lui « *au repli et au conflit* ». En cela il a pris le contrepied des propos du président américain, ventant la centralité de sa politique.

Un arrêté signé par Emmanuel Macron accroît le pouvoir du secrétaire général de l'Élysée, Alexis Kohler, lui donnant délégation « *à l'effet de signer, au nom du président de la République, tout acte, autre que les décrets* », pris par ce dernier, « *en sa qualité d'autorité investie du pouvoir de nomination* »

Gouvernement

Les ménages vont bénéficier de 6 milliards de réductions d'impôts. Le gouvernement veut clairement profiter de cette annonce budgétaire pour diffuser un message positif aux Français et rompre avec le climat négatif qui s'est installé cet été. Notamment la baisse de la taxe d'habitation et la suppression des cotisations sociales sur les salaires.

En contrepartie de ces bonnes nouvelles, certaines taxes vont être augmentées en 2019.

Les fumeurs qui roulent en diesel seront en première ligne. Les taxes énergétiques rapporteront 1,9 milliard de plus à l'État. Bercy ne joue jamais perdant.

Deux jours après avoir annoncé la suppression de 1 800 postes dans le second degré et les services administratifs, le ministre de l'Éducation nationale Jean-Michel Blanquer a précisé que ce sont en fait 2 600 postes qui seront supprimés l'an prochain au collège et au lycée - dont 400 dans les services administratifs et 600 dans l'enseignement privé.

Gérald Darmanin, qui est candidat à la succession de Gérard Collomb, en tant que ministre de l'Intérieur, est très attentif à un éventuel ras-le-bol fiscal qui pourrait affecter sa popularité en sa qualité de ministre du Budget.

C'est lui qui a suggéré à Emmanuel Macron d'intervenir afin de démentir les propos de Christophe Castaner sur une éventuelle réforme des droits de succession. De son côté, il a « taclé » Françoise Nyssen, la ministre de la Culture, qui avait émis l'idée que la taxe sur l'audiovisuel soit étendue aux tablettes, en excluant publiquement cette hypothèse.

Jean-Yves Le Drian devrait se rendre à Tunis les 21 et 22 octobre prochains pour y rencontrer son homologue des Affaires étrangères. Avec un sujet important à l'ordre du jour : le sort des migrants dont un nombre croissant est d'origine tunisienne.

Avec Françoise Nyssen à la Culture on est vraiment chez les dingues. Dernières lubie : un bonus de 15% sera accordé pour les films dont les équipes seront « exemplaires » en matière d'égalité hommes-femmes. Le bonus se concentrera seulement sur les huit postes suivants : réalisateur, auteur-scénariste, directeur de production, chef opérateur, chef monteur, ingénieur son, chef déco, costume. Et le racisme de la « *dame pipi* » !

Deux mots sur le budget 2019 – on n'entrera pas dans les détails. On constate au total un déficit public qui repart à la hausse (+0,6% en 2019) et qui place la France en queue de peloton de la zone euro. Depuis la mise en place de l'euro (2002), la France (pas la Grèce, l'Italie ou l'Espagne) a été le pays qui a passé le plus d temps en procédure de déficit excessif.

Alors que le projet de loi Elan, en cours d'adoption, prévoit d'accroître l'arsenal de sanctions contre les « *marchands de sommeil* », le gouvernement se prépare à frapper les esprits avec une opération d'envergure.

23 000 logements ont été repérés et ciblés par les services de l'Etat, dans des zones aussi sensibles que les quartiers nord de Marseille, Villeurbanne et Vénissieux, près de Lyon, ou Grigny, dans l'Essonne. Des procédures d'expropriation et de relogement vont être lancées, si besoin avec le soutien des forces de l'ordre.

Un Etat trop technocratique, donc abscon. Exemple : incompréhensible le prélèvement à la source avec son taux neutre, individualisé et non individualisé ; la réforme de la santé avec son fameux T2A (tarification à l'acte) ; le Budget avec son mélange de hausses et de baisses d'impôts ; la loi Pacte, ses 73 articles et 2000 amendements.

Institutions

Fini Google, place à Qwant. Les tablettes numériques de l'Assemblée vont changer de moteur de recherche pour passer du géant américain à l'entreprise européenne basée en France. Quand ? « *Bientôt* », assure le député En marche et questeur de l'Assemblée, Florian Bachelier.

La direction du Trésor ne semble pas marquer un enthousiasme particulier à l'égard de la loi Pacte, actuellement en discussion en commission de l'Assemblée nationale, et portée par Bruno Le Maire. Selon ses experts, la réforme des seuils sociaux ne créera que 10 000 emplois.

Un décret prévu dans la loi du 28 février 2017 relative à la Sécurité publique va acter la naissance d'agents de surveillance d'un genre nouveau : certains seront armés. Un premier groupe n'aura accès qu'à des armes de catégorie D (bâton de défense, matraques, etc.), les seconds auront droit aux fusils et armes de poing. Selon des policiers, cela va faire beaucoup d'armes en circulation.

Pour le secrétaire général du syndicat de gardiens et gradés de la police nationale Unité-SGP-FO : « *On ne peut plus laisser certains agents de sécurité privée jouer les cibles vivantes devant certains établissements qui peuvent subir une attaque terroriste* ».

Le Comité consultatif national d'éthique (CCNE), a donné un avis favorable à la procréation médicalement assistée (PMA) – ou assistance médicale à la procréation (AMP) – pour les couples de femmes ou les femmes seules. Mais aussi la levée de l'anonymat des donneurs de sperme.

Ce bazar consultatif (39 membres) est un composé hétéroclite de spécialistes divers allant du médecin au prof de philo en passant par des chercheurs. Au-delà de 10 personnes, c'est la cacophonie assurée même si la décision finale revient au législateur.

Edouard Philippe va devoir faire face à la fronde des élus locaux. Réunis en congrès à Marseille, les trois grandes associations, régions, départements et maires de France font front commun pour un appel en faveur des libertés locales.

« *L'Etat n'a plus les moyens de ses ambitions et nous transfère des responsabilités tout en nous coupant les pattes. Rien que le dédoublement, c'est 90.000 euros à trouver en moyenne par école* », dénonce François Baroin, le fantomatique patron des maires de France (AMF).

La succession du procureur de Paris, François Molins, étant ouverte, le chef de l'Etat compte dire son mot dans le choix des postes les plus importants du ministère public. Selon la lettre de la Constitution, il en a parfaitement le droit. Et l'Elysée a déjà retoqué trois candidats à la succession proposés par Nicole Belloubet, garde des Sceaux.

Le gouvernement a choisi de prendre en main l'action publique avec une vision d'ensemble. Certains s'inquiètent par ailleurs du poids croissant que prend le ministère de l'Intérieur sur ce terrain. François Mitterrand était clair sur le sujet : pas d'indépendance de la justice qui doit rester à la botte du pouvoir politique.

Une délégation de dix sénateurs les Républicains et Union centriste s'est rendue à Tel Aviv du 2 au 6 septembre, à l'invitation du cabinet de lobbying israélien Elnet. Très actif pour faire connaître les sociétés de cybersécurité israéliennes, Elnet a présenté plusieurs startups aux sénateurs, dont le spécialiste des investigations sur le darknet WebIntPro (WIP).

Divers

La société indienne Reliance Group aurait fait un chèque de 3M€ pour participer au financement du film *Tout la-haut* produit par la société Rouge international que dirige Julie Gayet. Or, Reliance était associé à Dassault pour la vente de 36 Rafale. Et c'était Hollande qui était Président. Y a un truc, tu crois ? Classique, coco, classique.

Karine Berger, polytechnicienne, ex-députée de la 1^{ère} circonscription des Hautes-Alpes alors membre de la commission des finances et spécialiste des questions économiques, retourne au bercail. Elle a été nommée chef du département des affaires financières au secrétariat général de l'Insee.

Invité dans l'émission de Thierry Ardisson, l'écrivain de gauche tendance bobo Yann Moix – de retour de Pyongyang en Corée du Nord – n'a rien trouvé de mieux que de s'en prendre aux policiers présents les accusant de se « victimiser » et de « chier dans leur froc » face à l'insécurité. Les syndicats de police ont décidé de saisir le CSA et Gérard Collomb a pris leur défense.

Révélee par *Var-Matin*, le samu de Toulon va être doté de gilets pare-balles. L'agglomération toulonnaise est en effet la proie depuis des mois à des fusillades meurtrières. Au Samu, on indique qu'il s'agit là d'une demande des personnels et ne seront portés que lors de situations particulières.

C'est pour célébrer le « 226^{ème} anniversaire de la République » que la pièce de théâtre « L'un de nous deux », de Jean-Noël Jeanneney, a été jouée le 21/9 dans le Temple Arthur Groussier, Rue Cadet à Paris. Christophe Barbier, journaliste ex de *l'Express*, a joué Georges Mandel, donnant la réplique à Emmanuel Dechartre, fils du frère du GODF Philippe Dechartre, qui incarnait Léon Blum.

La publication progressive des comptes de campagne des candidats aux élections législatives révèle quelques secrets de campagne bien gardés. Plusieurs partis facturent à des taux d'intérêt élevés les prestations à leurs candidats, ce qui leur permet de gonfler le remboursement de leurs frais de campagne par l'Etat.

C'est ainsi que la société Mediascop de Sophia Chikirou, qui travaille pour La France insoumise de Mélenchon a facturé 111 800 € aux candidats FI pour leur matériel de campagne (tracts, affiches, profession de foi). L'ère du peuple, une association, a récupéré 31 000 € et deux de ses salariés sont devenus députés.

Quant à l'ex-FN, il a abandonné le recours aux kits de campagne vendus par Jeanne en 2012, le micro-parti de Marine Le Pen. Cet ancien dispositif est dans le viseur de la justice. En revanche, le parti a proposé de multiples prestations à ses candidats : 300 € pour la personnalisation des documents de campagne, 3 500 € pour la réalisation du journal de campagne et 1 300 € pour le suivi du compte.

Côté En marche ! (EM), les candidats ont dû principalement s'autofinancer. Le parti présidentiel a pris en charge les 258.000 € qu'ont coûté les salariés pour l'organisation de la campagne nationale, sans refacturer leurs prestations aux candidats.

Un montant de 1,2 million d'euros est prévu dans le projet de loi de finances 2019 pour payer le Mémorial pour les soldats morts en opérations extérieures (Liban, Tchad, ex-Yougoslavie, Afghanistan) lors des dernières décennies, qui sera inauguré en 2019 au parc André-Citroën, dans le 15^e arrondissement.

Le philosophe français Bernard-Henri Lévy était l'un des invités étrangers de la petite sauterie organisée par le groupe de pression américain United Against Nuclear Iran (UANI) pour ses dix ans d'existence.

Outre d'ex-responsables de la CIA, ce groupe soutenu par le milliardaire Thomas Kaplan pour accentuer la pression sur Téhéran a rassemblé pour l'occasion Adel ben Ahmed al-Jubeir, le ministre saoudien des affaires étrangères, Yousef al-Otaiba, l'ambassadeur émirati à Washington, ainsi que Yossi Cohen, le patron du Mossad.

Au cœur de l'engouement médiatico-politique cet été, Alexandre Benalla cherche, selon plusieurs sources concordantes, à se reconvertir comme consultant. Et ce, grâce à un réseau tissé très rapidement pendant qu'il était au service du président de la République et avant.

Tambouille macronésienne

La nouvelle équation qui fait rage à LREM est la suivante : comment rendre possible des alliances avec des édiles de tous bords, en évitant de se tirer une balle dans le pied aux européennes, pour la conquête de mairies et notamment celle de Paris ? LREM impose pour se faire ses conditions.

Avec comme article un : tout candidat qui aura soutenu une liste concurrente lors des élections européennes ne pourra obtenir l'appui de LREM lors des élections municipales. Et de signer une charte stipulant : transparence financière et compatibilité de son activité professionnelle, casier judiciaire vide, non-appartenance à des organisations promouvant le repli et la haine. Quelle chienne de vie que celle de pute !

Pour les municipales de 2020, la secrétaire d'Etat chargée de l'Egalité entre les femmes et les hommes, ne sait plus où donner de la tête. Alors que la République en marche la verrait bien candidate au Mans, où elle est élue locale, Marlène Schiappa se prend à rêver de la mairie d'Ajaccio, où une partie de sa famille réside.

Florian Humez, ancien conseiller parlementaire de François de Rugy, cofondateur des Jeunes avec Macron et très proche du conseiller politique du chef de l'Etat Stéphane Séjourné, pourrait devenir le prochain secrétaire général du groupe LREM à l'Assemblée nationale auprès de Gilles Le Gendre.

Droite

Ayant changé les règles du jeu pour le poste de responsable des jeunes LR, Eric Trégner, qui prônait un rapprochement avec le RN, se retrouve disqualifié. En lice donc, Aurane Reihanian, responsable départemental de l'Ain, et le sarkoziste Charles-Henri Alloncle.

Valérie Pécresse a réuni quelques proches mardi 25/09 dans la soirée afin de muscler son discours sur la baisse de la dépense publique. Agnès Verdier-Molinier - qui publie son essai critique sur le début de mandat d'Emmanuel Macron - devrait intervenir. Ainsi que l'essayiste et avocat Nicolas Baverez. Deux libéraux pur jus.

Laurent Wauquiez a rencontré Angela Merkel au siège de la CDU à Berlin. Alors qu'hier encore, Wauquiez disait pis que pendre de la chancelière, le voici désormais tout sucre considérant qu'elle est une « *personnalité à la fois calme, dynamique et qui ne se prend pas pour le roi Soleil* ». Quelle girouette décervelée ce Wauquiez.

Gauche

Il est curieux - mais pas rare - que les institutions de la République soient mises au service d'un parti politique. C'est le cas de Christophe Prochasson, patron de l'École des hautes études en sciences sociales (EHESS) qui organise des réunions pour son pote socialiste Boris Vallaud et qui ont pour thème : Et l'avenir du socialisme, bordel !

D'autant que Vallaud et sa meuf, la marocaine Belkacem, invitent aussi chez eux chercheurs et hauts fonctionnaires pour de joyeuses séances de bavardage sur l'avenir dudit socialisme. Plusieurs doctorants, souvent issus de l'EHESS et regroupés au sein du Nous (Nouvel Observatoire universitaire du socialisme), ont aussi échangé avec Vallaud ces derniers mois. Pendant ce temps, Montebourg butine...

Olivier Faure, premier secrétaire du Parti socialiste, a présenté les grandes lignes de son projet européen. Il propose « *la création d'un intergroupe à l'ensemble des gauches et des écologistes pour mener ensemble des combats communs* » au lendemain des élections européennes de mai.

Le camarade Insoumis Melenchion s'est déplacé à Liverpool (Angleterre) pour rencontrer le leader du Labour, Jeremy Corbyn qui y tenait congrès. Les deux hommes ont échangé, en espagnol, durant quarante-cinq minutes. Motif : on a les mêmes idées. Antisémites ?

Le maire écologiste de Grande-Synthe, M. Damien Carême, a été désigné numéro 3 de la liste EELV pour les élections européennes par le conseil fédéral du parti au motif que la question migratoire est lié au changement climatique. Carême accueille dans sa commune de nombreux immigrés clandestins.

Société

Un rapport interne de la RATP révèle que ses agents font l'objet d'un nombre croissant de violences physiques (+27%). Idem pour les voyageurs : le nombre d'atteintes physiques dont ils sont la cible a augmenté de 20% sur cette même période. Cette hausse s'explique notamment par la flambée des vols avec violence : +55% en 2017 sur le réseau de transport francilien.

Fin août, 55 des étudiants venus d'horizons différents ont entamé à Plounéour-Menez une formation de deux ans à l'École bretonne d'herboristerie (EBH) pour se préparer à un métier sans existence légale qu'ils espèrent à nouveau voir reconnu par l'État.

Le métier et le diplôme d'herboriste ont été supprimés sous Vichy en 1941. Depuis, seuls les pharmaciens en officine sont autorisés à vendre des plantes médicinales inscrites à la pharmacopée. Le sénateur du Morbihan Joël Labbé, rendra un rapport sur le sujet et favorisant la reconnaissance de cette filière.

Philosophe des barrières, Gaspard Koenig, aidé de sa petite bande d'intellectuels libéraux (de droite comme lui, mais aussi de gauche), ont décidé de briser avec gourmandise un nouveau tabou : la GPA (gestation pour autrui). « *La GPA est une pratique qui ne nuit pas à autrui, formellement interdite pour des raisons morales, et dont la prohibition crée de l'injustice* », attaque celui qui se plonge ces temps-ci dans la Bible, où il trouve « toutes

sortes d'étranges agencements familiaux ». Problème : la GPA, c'est l'ouverture directe à la marchandisation des corps.

En matière de traite des êtres humains à des fins sexuelles, les experts du ministère de la Justice notent qu'elle est majoritairement « gérée » par des malfaiteurs de quatre pays « sources » : le Nigeria, la Chine, la Roumanie et la Bulgarie. Particularité de cette prostitution, les souteneurs recrutent majoritairement dans leurs communautés respectives.

L'Île-de-France est un désert médical ! Et pas des moindres. « *C'est certainement le premier désert médical de France et à coup sûr celui où l'avenir est le plus incertain, compte tenu du nombre de médecins qui vont partir à la retraite* », dit Bruno Silberman, radiologue installé à Paris et président de l'Union régionale des professionnels de santé (URPS) médecins libéraux.

Car 48 % des médecins libéraux en exercice en région parisienne ont actuellement plus de 60 ans. Les médecins généralistes sexagénaires ont en moyenne 62 ans, contre 63 ans pour les spécialistes... Cela n'augure évidemment rien de bon : dans les trois à cinq ans, un médecin libéral sur deux va donc partir à la retraite. Même Paris est touché : les 14^e, 18^e, 19^e, 20^e sont en passe de devenir des déserts.

Faits divers

On se souvient du très médiatique évêque Jean-Michel di Falco, exfiltré pour accusation de pédophilie, à Gap. Or, le nouvel évêque de cette charmante bourgade, Mgr Malle, vient de découvrir que di Falco lui laissait une ardoise de 21 millions d'euros. Il avait en effet décidé de bâtir une cathédrale en l'honneur d'une sainte locale, Benoîte Rencurel, et de concurrencer Lourdes.

Mais ce n'est pas la seule surprise qui attendait Mgr Malle. Mgr di Falco menait grand train, faisant restaurer à grands frais sa maison, dans laquelle il a fait poser un magnifique parquet, et réaliser un siège épiscopal flambant neuf, le centre diocésain Pape-François. Et Mgr Malle a surtout viré tout l'entourage de l'évêque bling bling. Ca jase dans le Landerneau.

Le nègre Theodore Luhaka qui avait accusé les flics de l'avoir sodomisé d'un coup de matraque vient d'être mis en examen, avec son frère, pour « *escroquerie en bande organisée au préjudice d'un organisme chargé d'une mission de service public* ».

On a rien contre l'Aga Khan, mais on se demande bien pourquoi, Jean-Yves Le Drian, ministre des Affaires étrangères lui a remis les insignes de grand croix de la Légion d'honneur ? Macron, quant à lui, a refilé la Légion d'honneur à 26 harkis !

Immigration /islam

Le diplôme universitaire (DU) destiné à la formation des imams qui existe depuis 2008 se révèle être un échec. Peu d'imams et désormais des fonctionnaires en charge des questions religieuses, des étudiants, des aumôniers etc. Du côté des musulmans, on accepte difficilement cette formation civique et civile décrochée de la formation théologique.

Les instituts de théologie restent largement téléguidés par l'étranger : « *Les Algériens pour la Grande Mosquée de Paris, les Frères musulmans pour l'institut de Château-Chinon et son annexe à Saint-Denis, un projet marocain à Evry, un autre, turc, à Strasbourg... Ils reproduisent un enseignement tel qu'il est prodigué dans les pays musulmans.* » Et qui ne s'inscrit pas toujours dans le contexte français.

Le Panama a décidé de retirer à l'*Aquarius*, ce navire qui recueille des migrants en Méditerranée, son pavillon. C'est la deuxième fois que cela arrive, après que Gibraltar a annulé l'immatriculation du bateau en août. Ce navire est affrété par deux associations, SOS Méditerranée (allemande) et Médecins sans frontières.

Outre la question du pavillon, l'*Aquarius* doit aussi trouver une solution pour débarquer les 58 passagers, dont 37 Libyens, qu'il héberge maintenant à bord. Aux dernières nouvelles, la France recueillera 18 migrants qui vont rejoindre le lumpenprolétariat immigré en région Auvergne-Rhône-Alpes.

L'autre imbécile de Jacques Toubon, balancé Défenseur des droits, s'inquiète d'une atteinte aux droits des personnes à Mayotte, poudrière immigrationniste. «*Faute de pouvoir faire renouveler leur titre de séjour, des étrangers en situation régulière ont perdu leur emploi*», de jeunes bacheliers acceptés dans des universités métropolitaines «*n'ont pu quitter l'île*» et «*des parents d'enfants malades voient leurs droits à l'assurance maladie interrompus*». Et alors !

Les grandes fédérations de mosquées ont annoncé la tenue à la mi-novembre d'un Congrès des musulmans de France pour permettre à ces derniers d' «*organiser le culte musulman par eux-mêmes et pour eux-mêmes*».

Y participeront : la GMP algérienne, le RMF marocain, les CCMTF et Milli Görüs turcs ainsi que la FFAIACA africaine, antillaise et comorienne, le mouvement tabligh (piétiste) Foi et Pratique, la grande mosquée de Saint-Denis de La Réunion, le mouvement Musulmans de France (ex-UOIF, issue des Frères musulmans) et les fédérations UMF et FNMF (proches du Maroc). Et vous croyez qu'ils vont tomber d'accord ?

Ecologie/ Sciences

L'enquête de la Direction générale de la concurrence, de la consommation et de la répression des fraudes (DGCCRF), dans le cadre de son dernier plan de contrôle annuel mené en 2016, révèle que 48% des bouteilles d'huile d'olive vendues en France seraient non conformes à la réglementation.

Un constat inquiétant dressé après le contrôle de 286 établissements du secteur des huiles d'olive et l'analyse de 139 échantillons du produit, dont un quart a été catégorisé comme « à surveiller ». Dans le détail, les huiles françaises analysées ont révélé un taux de 34% de non-conformité, contre 35% pour les huiles italiennes et 54% pour les espagnoles.

Le ministre de la Transition écologique, François de Rugy, a confirmé devant les élus locaux à Pau la réintroduction prochaine de deux ourses slovènes dans les Pyrénées-Occidentales, provoquant la colère des opposants qui ont claqué la porte d'une réunion sur le sujet. Y commence fort, le nouveau ministre.

On le savait, mais ça se précise, l'origine de l'homme ne se situe pas en Afrique. Partant d'Eurasie, *Homo sapiens* aurait colonisé l'Afrique, l'Europe et l'Asie en plusieurs groupes distincts, expliquant les mélanges génétiques marqués de l'homme moderne avec ses cousins d'une région à l'autre du globe.

«*La dispersion d'Homo sapiens à travers l'Eurasie, il y a 60.000 ans, a sans doute permis des interactions répétées à grande échelle avec les populations archaïques*», avance un des paléontologues, Ulfur Arnason. Ben, et Dieu dans tout ça ? Aux abonnés absents, coco !

Un patient de 88 ans, a été opéré du cœur sous hypnose, la semaine dernière au CHU de Lille. Une première dans les Hauts-de-France tandis que cette alternative à l'anesthésie se développe en France.

30 % de l'électricité en Europe est générée par des énergies renouvelables. En France, c'est moins de 20%.

Economie

L'Assurance maladie devra réaliser 3,8 Mds€ d'économies en 2019 pour respecter les objectifs budgétaires du gouvernement, un montant un peu moins important que l'effort de 4,2 Mds€ demandé en 2018, selon un avis du Haut Conseil des finances publiques.

En 2019, les montants que la France devra emprunter sur les marchés financiers resteront aussi impressionnants que cette année : 195 milliards d'euros de titres à moyen et long termes seront émis en net (l'Etat rachète chaque année des titres). Un montant record depuis 2004.

Le géant américain des boissons Coca-Cola a racheté la marque française Tropic, célèbre pour sa boisson aux fruits le groupe américain acquiert pour la première fois une marque française.

OPA en direction de l'Ouzbekistan de la part d'Emmanuel Macron en vue de signer des contrats avec ce pays, l'un des grands producteurs d'uranium. A l'affût également Veolia pour ses systèmes d'approvisionnement en eau, mais aussi Thales pour fourguer ses satellites d'observation.

Culture / médias

Eric Zammour, qui est loin d'être un sot, a bien compris que la meilleure promotion pour son dernier livre, *Destin français* (Albin Michel), était de faire le « buzz » à la télé. Alors, il y a été à fond les manettes provoquant, illico, l'ire de la bien-pensance. On retiendra qu'il a balancé à la franco-sénégalaise, Hapsatou Sy, que son prénom était une « insulte à la France ».

Ironique : « *Je persiste et signe* », a rétorqué Éric Zemmour, invité sur RMC. « *Il faut qu'ils aillent plus loin ces gens. Il faut demander mon exil, que j'aille à Sainte-Hélène (...) Que l'on m'enferme, qu'on réinvente le goulag* ».

Destin français, s'est hissé en tête des meilleures ventes de livres. Dès sa première semaine, le pavé de près de 600 pages, sous-titré « *Quand l'histoire se venge* », s'est imposé n° 1 des ventes d'essais et tient la tête depuis plus de huit jours.

Polony TV, la Web TV qu'anime Natacha Polony avec l'ex-journaliste économique Jean-Michel Quatrepoint, reste dans l'expectative. Nommée directrice de la rédaction de *Marianne*, Natacha Polony a promis de s'y consacrer à plein temps. La nouvelle patronne a ainsi d'ores et déjà arrêté ses chroniques au *Figaro* et à *Midi libre*.

Première organisation de la profession (53%), marquée à gauche, le SNJ (Syndicat national des journalistes) tiendra son congrès annuel à la mairie de Paris, du 17 au 19 octobre.

Anne Hidalgo a prévu d'accueillir en personne les congressistes et de prononcer un discours de bienvenue. La maire socialiste de Paris a aussi mis à disposition du syndicat

ses salons de réception pour le cocktail du congrès qui réunira 400 « happy few » des médias et de la politique le 18 octobre.

L'Opinion lancera d'ici la fin du mois de septembre une douzaine de blogs vidéo (vlog). Le nouveau dispositif, réalisé dans le studio du quotidien libéral situé près des Champs-Élysées, reprendra les thématiques phares de *L'Opinion* : politique, économie, international et médias. Nicolas Beytout fait du développement de la vidéo et de l'événementiel ses axes de croissance en 2019.

Dernier clash télévisuel dans l'émission de Ruquier, *On n'est pas couché*. Son nouveau chroniqueur, Charles Consigny, face au nègre et homo DJ et chanteur Kiddy Smile, a balancé : « *Dans les domaines de la mode, de la musique, de la télé, des médias, c'est presque plus facile de réussir quand on est fils d'immigrés, noir et pédé.* » Pourquoi, c'est faux ?

C'est tout à fait par hasard que Claude Schopp, grand spécialiste de Dumas, a découvert le nom de la jeune femme qui a posé pour Courbet dans son célèbre tableau *L'Origine du monde* et qui étale la chatte poilue et le torse d'une jeune femme dont on ignorait le nom.

C'est en étudiant un manuscrit de la correspondance de Dumas à George Sand qu'il a découvert le pot aux roses : « *On ne peint pas de son pinceau le plus délicat et le plus sonore l'intérieur de Mlle Queniault (sic) de l'Opéra* », écrit Dumas. Le tableau fut exécuté par Courbet à la demande de Khalil-Bey au cours de l'été 1866 dont Miss Queniault était la maîtresse.

A *l'Express*, c'est la cata. Clément Delpirou, directeur général de SFR, qui n'essuie que des refus a beaucoup de mal à trouver un candidat pour prendre la direction de l'hebdomadaire. Hervé Gattegno, du JDD a décliné l'offre ainsi que Bruno Jeudy de *Paris Match*. Idem de Laurent Neuman, ex-patron de *Marianne*, aujourd'hui salarié de BFMTV.

Laurent Ruquier a tranché. Calé depuis plusieurs semaines pour le numéro du 20 octobre, Eric Zemmour a été décommandé par la production d' *On n'est pas couché*, l'émission du samedi soir de France 2. « Sans nous donner aucune raison », nous a précisé l'entourage du polémiste, qui enchaîne les plateaux de télévision à l'occasion de la sortie de son nouveau livre « *Destin français* »

L'ancien conseiller de Nicolas Sarkozy Patrick Buisson a démissionné de la chaîne Histoire, qu'il présidait depuis 2007. Buisson est aussi mis en examen pour détournement de fonds publics et recel de favoritisme.

Témoignage chrétien reviendra en kiosques le 5 octobre sous forme de mook trimestriel, accompagné d'une lettre hebdomadaire. Le titre racheté en 2017 par l'écrivain Christine Pedotti compte 5000 abonnés et vise la barre des 10000 ventes.

Canal + a été condamné à verser plus de 3,4 millions d'euros à l'ex-animatrice du *Grand Journal* Maïtena Biraben pour l'avoir licenciée en 2016 sans « cause réelle » ni « sérieuse ». Il lui a été reproché « *d'avoir tout fait pour aboutir à une situation de blocage pour se faire payer sa clause de sortie, alors qu'elle voulait partir* ». Biraben était chez Canal + depuis 2008.

Frédéric Taddei a lancé jeudi 27/9 sa première émission sur la chaîne russe RT. « *Il est certain que, dans la maison bien-pensante à tous points de vue qu'est France Télévisions, l'anar de droite qu'est Taddei fait tache* », résume un proche de Delphine Ernotte.

Europe

Union européenne. Les chefs d'Etat et de gouvernement européen ont décidé de se réunir les 17 et 18 novembre prochains pour un Conseil extraordinaire consacré au Brexit. La dernière chance pour éviter le no-deal Brexit? Londres et Bruxelles continuent de buter sur certains points, notamment sur le sort de la frontière irlandaise.

La Commission européenne a donné deux mois au Royaume-Uni pour rembourser 2,7 milliards d'euros de droits de douane destinés au budget européen, lui reprochant d'avoir frauduleusement laissé entrer en Europe des produits chinois soumis à un niveau de taxes inadéquat.

Bruxelles a confirmé cet été son avis favorable à l'ouverture de négociations pour l'adhésion de l'Albanie en juin 2019, juste après les élections européennes.

Allemagne. Dans la dernière enquête Infratest Dimap pour l'ARD, le parti de droite radicale AfD s'installe comme deuxième force politique d'Allemagne. C'est la première fois que l'institut enregistre le croisement des courbes dans ce baromètre qui fait référence. Avec 18 % (+ 2 points), l'Alternative für Deutschland dépasse le SPD, en recul d'un point, à 17 %. La CDU-CSU est toujours en tête avec 28%.

C'est un nouveau coup dur pour Angela Merkel. Les membres de son groupe parlementaire CDU-CSU ont élu, à bulletin secret, Ralph Brinkhaus à sa présidence, en lieu et place de Volker Kauder, 69 ans. Agé de 50 ans, Ralph Brinkhaus a néanmoins assuré que sa candidature n'était pas contre Merkel et qu'il voulait renforcer l'esprit d'équipe.

Angleterre. Dans le cadre du Brexit, c'est bel et bien l'affaire irlandaise qui constitue la pierre d'achoppement. Depuis la fin du conflit ethnique nord-irlandais, il n'y a plus de démarcation physique.

Cependant, après la sortie britannique de l'UE, il faudra bien établir des contrôles sur la circulation des biens soumis à des régimes douaniers différents. Car si l'un appartient à l'UE (l'Irlande du Nord), l'autre non.

Le Brexit a mis le chaos dans la classe politique britannique. Ainsi, le leader travailliste Jeremy Corbyn semble prêt à céder à la pression de la base du Labour, réuni en congrès à Liverpool, qui est favorable à une nouvelle consultation populaire pour rester dans l'Union européenne.

Espagne. La ministre socialiste de la Justice espagnole, Dolores Delgado, a refusé de démissionner, alors que l'opposition de droite et la gauche radicale exigent son départ après des écoutes montrant sa proximité avec un personnage sulfureux. « *Je ne vais pas démissionner* », a-t-elle lancé devant les députés. Il s'agit de l'ancien policier José Manuel Villarejo, actuellement en prison et poursuivi pour blanchiment.

Italie. Matteo Salvini a fait approuver en Conseil des ministres des mesures particulièrement contraignantes en matière d'immigration. Un décret-loi en fixera les règles après approbation par le chef de l'Etat et le Parlement.

Parmi les mesures les plus drastiques, les autorisations de séjour accordées pour motifs humanitaires (un quart des demandes) sont abolies et seront remplacées par des permis spéciaux. Le décret suspend également l'examen des demandes d'asile et prévoit l'expulsion immédiate des migrants commettant certains délits comme le viol, cambriolage, violence, outrage à agent.

Autre mesure suscitant une vive émotion : la suppression des « Sprar », ou « centres de protection des demandeurs d'asile et des réfugiés », des structures publiques mises à la disposition de plus de 400 mairies. Le décret-loi prévoit d'interner pendant trente jours dans des «hotspots» (centres d'accueil) les demandeurs d'asile.

Virulente diatribe de Giorgia Meloni, chef de la formation d'extrême droite Frères d'Italie, contre Emmanuel Macron et sa « *politique néocolonialiste du franc CFA* » Elle s'est emportée contre le « *vote honteux* » du Parlement européen contre le « *patriote* » hongrois Viktor Orban : « *Nous défendons son droit à dire non à l'immigration qui détruit l'identité nationale.* »

Portugal. Le gouvernement portugais a annoncé s'être mis d'accord avec la France et l'Espagne pour accueillir 10 des 58 migrants secourus en mer Méditerranée et qui se trouvent à bord du navire *Aquarius* à la recherche d'un port pour accoster en Europe. Le gouvernement français a suggéré que l'*Aquarius* débarque ses 58 migrants à Malte plutôt qu'à Marseille

République tchèque. Le Premier ministre Andrej Babiš a tenu à rappeler son soutien à Viktor Orbán et à désavouer sévèrement les députés européens de son parti qui ont voté l'adoption du rapport Sargentini contre la Hongrie (contestée par le gouvernement hongrois en raison du mode de calcul de la majorité requise des 2/3). Sur un total de 21 eurodéputés tchèques, 10 ont voté contre le Rapport Sargentini

Suède. Les élections suédoises ont permis à Leila Ali Elmi, femme musulmane d'origine somalienne, de devenir député. C'est la première femme originaire d'Afrique de l'Est à être élue au parlement suédois.

Candidate du parti Vert (Miljöpartiet) pour la circonscription Angered à Göteborg, elle a bénéficié des voix de la communauté somalienne dans cette circonscription qui abrite un grand nombre d'immigrés d'Afrique de l'Est, dont au moins 14.000 Somaliens.

Les partis de centre droit et l'extrême droite en Suède ont uni leurs voix pour démettre le Premier ministre social-démocrate, Stefan Löfven, affaibli après les élections législatives du 9 septembre qui n'ont pas permis de dégager de majorité.

Suisse. Pas moins de 67 % des habitants du canton suisse de Saint-Gall ont voté en faveur d'une interdiction de la burqa dans l'espace public de leur région. Une réglementation déjà en vigueur depuis juillet 2016 dans le Tessin voisin. Le taux de participation était de 36 %.

International

Algérie. Tayeb Zitouni, ministre algérien des Moudjahidine (anciens combattants), a annoncé le 23 septembre que son département avait entamé une opération de recensement «des crimes coloniaux» commis par l'Etat français entre 1830 et 1962.

Liban. A en croire le président libanais Miche Aoun, interrogé par le Figaro (24/9) : « *Au Moyen-Orient, Israël cherche à fragmenter la région en pièces communautaires et confessionnelles, des simulacres d'États, pour assembler un puzzle sectaire. L'alliance entre des entités, chacune exclusivement réservée à une minorité, est vouée à l'échec.* »

Etats-Unis. Le prix des billets pour assister aux dix méga présentations de son livre par Michelle Obama, en novembre, a de quoi choquer plus d'un fan. À Washington, les tickets d'entrée au Capital One Arena s'évalent de 133 dollars à 3 270 dollars pour un siège dans les

premiers rangs, d'une rencontre et d'une photo avec la « star », d'un exemplaire signé de ses Mémoires, *Becoming* et d'un « cadeau VIP »... C'est ça l'Amérique, coco !

Le fils de Trump, Eric, invité sur la chaîne Fox News. A parler du bouquin de Bob Woodward qui emplafonne son père a évoqué les « shekels » que rapportent la vente du livre. Shekel ? Oui, la monnaie israélienne. Du coup, ça couine, le mot "shekels" est abondamment utilisé par les nationalistes aux Etats-Unis, pour dénoncer la main- mise des lobbies juifs sur la vie politique et économique américaine.

la Maison-Blanche a annoncé des sanctions contre la Chine. En cause cette fois, l'achat de nouveaux matériels militaires russes (chasseurs et missiles) par l'armée chinoise, qui inquiète le Pentagone. Washington oppose à la Chine que la Russie est l'objet de sanctions américaines.

La grande trahison

Natacha Polony



Il y aurait comme une escroquerie. La révélation brutale d'une promesse non tenue. Pas une promesse électorale. Non, c'est bien plus vaste que cela. C'est la promesse démocratique en tant que telle qui s'efface progressivement dans l'ensemble des pays occidentaux. Une courbe économique, dont *Marianne* s'était fait l'écho dès sa publication en 2014, le raconte : la désormais fameuse « courbe de l'éléphant », de l'économiste Branko Milanovic. Elle donne à voir la croissance des revenus dans le monde entre 1988 et 2008. Bref, le

résultat de vingt ans de dérégulation des échanges à travers l'émergence d'un grand marché global. Où l'on constate que les populations des pays émergents sont sorties de la très grande pauvreté (c'est le dos de l'éléphant) pendant que les élites mondiales, le 0,01 % le plus riche, voit ses revenus exploser (c'est la trompe de l'éléphant, dressée vers le ciel). Reste le creux, le point de départ de la trompe, ce moment où la courbe reste collée au sol, proche de zéro : ce sont les revenus des classes moyennes et populaires des pays occidentaux. Les seuls à n'avoir pas bénéficié du grand mouvement de libéralisation des flux de marchandises, d'hommes et de capitaux. La mondialisation s'est faite sur leur dos.

Les classes populaires ont été les premières touchées. Les vagues successives de désindustrialisation les ont éradiquées. Des pans entiers de savoir-faire et de culture ouvrière nettoyés. On déplora quelque temps la bascule du vote ouvrier vers le Front national, tout en ne manquant pas de souligner le racisme intrinsèque du prolo qui osait ne pas applaudir à la mondialisation heureuse. Ce fut ensuite le tour des classes moyennes. Leur décrochage, à travers la destruction des emplois intermédiaires et des professions indépendantes, à travers la désertification des territoires et la concentration de la richesse dans les métropoles, est le phénomène massif de ce début de XXI^e siècle.

Les classes moyennes ne sont pas une catégorie économique mais sociologique. Ce sont toutes ces populations dépourvues de capital autre qu'immobilier, n'ayant acquis leur niveau de vie que par leur travail. Ceux qui ne bénéficient ni des aides sociales ni des niches fiscales. Ceux qui, durant le XX^e siècle, ont consolidé la démocratie en adhérant à sa promesse : celle d'un progrès social appuyé sur la reconnaissance du mérite comme outil de renouvellement des élites, et d'un projet national centré sur des valeurs communes, à la fois universalistes et culturellement ancrées, d'émancipation des individus en même temps que de préservation de leur mode de vie. Ceux qui ont le mauvais goût de n'adhérer que raisonnablement aux promesses d'une modernité faite d'extension des droits, de conquêtes sociétales et de multiculturalisme festif, parce qu'ils lui préfèrent un pacte entre l'individu et la collectivité. C'est tout cela qui est en train de s'effondrer. La division internationale du travail et la course mondiale à la compétitivité ont eu la peau du rêve occidental.

Il est assez frappant d'observer que la polarisation entre une élite de plus en plus restreinte et une masse de laissés-pour-compte en déshérence gagne tous les champs de la vie sociale. Alors que l'école était, en France, le pilier du pacte républicain, les enquêtes Pisa montrent une évolution profondément inquiétante : le maintien d'une petite proportion de très bons élèves, dont le nombre diminue tout de même un peu, et, de l'autre côté, des élèves en grande difficulté, de plus en plus déterminés par leur milieu social. Mais le plus frappant se situe entre les deux : la masse des élèves moyens, les plus nombreux,

voit son niveau plonger et rejoindre les plus mauvais. Les réformes qui ont prétendu depuis quarante ans démocratiser l'école en dénonçant le biais discriminant de la méritocratie font perdre aux enfants de la classe moyenne toute espérance d'un ascenseur social et d'un brassage avec l'élite.

La France, pourtant, avait jusque-là limité les dégâts. Son système de protection sociale l'a préservée du raz-de-marée qui balaie les autres pays occidentaux. Cet insupportable modèle social qui serait la marque de nos archaïsmes, de notre indémodable refus de la modernité, a limité l'explosion de la pauvreté autant qu'il a préservé certaines couches sociales. Mais, à mesure que s'amplifie le phénomène de paupérisation de l'Etat à travers le dumping social et fiscal, les classes moyennes, en particulier les classes moyennes supérieures, se retrouvent seules à porter le fardeau, et à assurer la redistribution. Or, elles sont également menacées. La numérisation fera à terme disparaître nombre des métiers qui aujourd'hui l'occupent. Restent, en France, les catégories protégées, celles que le système social a pour l'instant abritées : les fonctionnaires et les retraités. Est-ce un hasard si c'est chez eux que Bercy veut aller chercher l'argent dont il a besoin pour continuer à choyer les 0,1 % les plus riches et préserver le dogme du libre-échange ?

Edito Marianne du 27/9/18

Sites à consulter

[TVLibertés](#)

[comprendre le choc des civilisations](#)

[Dominique de Roux toujours présent](#)

[nos ancêtres les Gaulois](#)

[soirée Livr'arbitres](#)

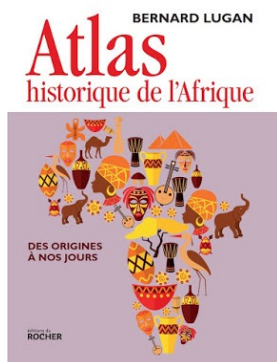
[Les ONG, la composante navale de Daesch](#)

[la scandaleuse affaire Meric](#)

[Y a médecin... et médecin](#)

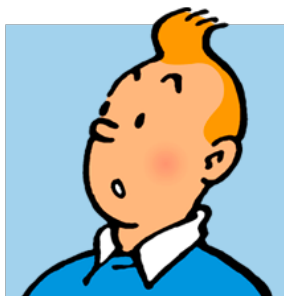
[Algérie : l'affaire Audin](#)

Journées de lecture



***Atlas historique de l'Afrique*, par Bernard Lugan, Ed. du Rocher, 424 p., 25,90 €.**

A la différence de beaucoup de soi-disant africanistes, Bernard Lugan est un réel spécialiste de l'Afrique dont le raisonnement tient compte de cette donnée fondamentale : l'Afrique, c'est avant tout une réalité ethnique. Raison pour laquelle la plupart de ses frontières, dressées jadis par les coloniaux suivant les rapports de force, sont totalement artificielles. D'où les multiples conflits. Cet atlas fait le bilan des connaissances historiques autour du continent africain à travers les permanences et les ruptures qui expliquent les crises actuelles et qui permettent d'annoncer celles de demain.



***Tintin, mon copain*, par Léon Degrelle, ed. Omnia Veritas, 410 p. 30 €**

Après bien des péripéties et autres interdictions, édité à l'époque sous forme de brochure et diffusé par Bédésup, aujourd'hui disparu, la société Moulinsart ne tarda pas à en interdire la réédition par le Pélican d'Or. Remis en page avec toutes ses illustrations, l'éditeur Omnia Veritas en propose une belle version à un prix abordable.

A voir [ICI](#)



No society, par Christophe Guilluy, Flammarion, 242 p., 18 €

La rupture du lien, y compris conflictuel, entre le haut et le bas, nous fait basculer dans l'a-société. Désormais, *no more society*. La crise de la représentation politique, l'atomisation des mouvements sociaux, la citadellisation des bourgeoisies, le marronnage des classes populaires et la communautarisation sont autant de signes de l'épuisement d'un modèle qui ne fait plus société. La vague populiste qui traverse le monde occidental n'est que la partie visible d'un *soft power* des classes populaires qui contraindra le monde d'en haut à rejoindre le mouvement réel de la société ou bien à disparaître.



Le cabinet des curiosités sociales, par Gérard Bronner, PUF, 276 p., 18 €

Un autre regard sur notre quotidien.
[pour en savoir plus](#)



**Sortie de la revue *Éléments*
Éléments n°174**